



*Troisième Réunion de la Plateforme ministérielle  
de coordination des stratégies Sahel  
Bamako, le 18 novembre 2014*

**CONCLUSIONS**

1. La troisième Réunion de la Plateforme ministérielle de coordination des stratégies Sahel s'est tenue le 18 novembre 2014 au Centre International de Conférences de Bamako, sous l'égide de Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, Ministre des Affaires Etrangères, de l'Intégration Africaine et de la Coopération Internationale de la République du Mali, Président en exercice de la Plateforme.
2. La cérémonie d'ouverture de la réunion a été rehaussée par un message du Secrétaire général des Nations unies (ONU), Son Excellence Monsieur BAN Ki-moon, lu par son Envoyée spéciale pour le Sahel, Son Excellence Madame Hiroute GUEBRE SELLASSIE, ainsi que par les allocutions prononcées par le Haut Représentant de l'Union africaine (UA) pour le Mali et le Sahel, Son Excellence Monsieur Pierre BUYOYA, le Représentant spécial de l'Union européenne (UE) pour le Sahel, l'Ambassadeur Michel REVEYRAND DE MENTHON, le Secrétaire permanent du G5 Sahel, Monsieur Najim Elhadj MOHAMED, et Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP.
3. En plus de la forte représentation de diverses institutions de la République du Mali, la réunion a enregistré la participation de hauts responsables des pays de la région sahélo-saharienne et d'autres pays, des organisations sous régionales, régionales et internationales, y compris des institutions financières. Le Représentant spécial par intérim du Secrétaire général de l'ONU pour le Mali et chef de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA), Monsieur David GRESSLY, le Commissaire des affaires macroéconomiques de la CEDEAO, Ambassadeur Ibrahim Bocar BA et le Représentant spécial du Président de la Commission de la CEDEAO au Mali, M. Aboudou Cheaka TOURE, ont également pris part à la réunion.
4. Les participants ont tenu à commémorer le premier anniversaire du lancement de la Plateforme ministérielle à l'occasion de la visite conjointe dans le Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso et Tchad), du 5 au 8 novembre 2013, du Secrétaire général de l'ONU, de la Présidente de

la Commission de l'UA, des Présidents de la Banque africaine de développement (BAD) et de la Banque mondiale, et du Commissaire au développement de l'UE, et ont salué les concepteurs de cette initiative. Ils ont pris note du communiqué conjoint émis le 17 novembre 2014 par les représentants des entités ayant pris part à cette visite de haut niveau, qui ont renouvelé l'engagement de leurs institutions respectives en faveur du Sahel.

5. La réunion a été l'occasion pour les participants de passer en revue les développements intervenus dans la région du Sahel depuis la deuxième réunion de la Plateforme ministérielle, tenue à Bamako, le 16 mai 2014, et de procéder à des échanges fructueux sur les stratégies et initiatives pour le Sahel. Les participants ont salué les progrès réalisés par le Mali, dans le cadre des pourparlers intermaliens inclusifs de paix d'Alger. A cet égard, ils ont félicité et réitéré leur soutien à tous les membres de l'équipe de médiation, notamment le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, ainsi que la CEDEAO, l'Organisation de la coopération islamique (OCI), l'ONU, l'UA, et l'UE. Ils ont rendu un hommage particulier à l'Algérie, en sa qualité de chef de file de la médiation.
6. Les participants ont lancé un vibrant appel aux parties prenantes maliennes, notamment le Gouvernement et les mouvements armés, à saisir l'opportunité qu'offre ce Processus de paix pour trouver une solution négociée et consensuelle à la crise actuelle, dans le respect de la souveraineté, de l'unité, de l'intégrité territoriale et du caractère républicain et laïc de l'État malien. La réunion a souligné la nécessité pour les Parties maliennes de tout mettre en œuvre pour maintenir entre elles le climat de confiance nécessaire à l'arrêt définitif de toutes les hostilités, ainsi qu'à la poursuite et à l'aboutissement des négociations en cours.
7. Les participants ont relevé, avec consternation, et ont fermement condamné les nombreuses attaques terroristes ayant visé les troupes et les installations de la MINUSMA au cours des dernières semaines dans le Nord du Mali, et ont présenté leurs condoléances les plus attristées à la MINUSMA, aux familles et aux Gouvernements des victimes de ces attaques barbares, dont ils ont salué l'engagement continu en faveur de la paix et de la sécurité au Mali. Ils ont renouvelé leur soutien à la MINUSMA, dont ils ont relevé les immenses sacrifices consentis par les personnels en uniforme dans l'accomplissement de leur mandat. Ils ont appelé à un soutien international accru en faveur de la MINUSMA pour lui permettre de faire face plus efficacement à la situation qui prévaut sur le terrain.
8. Les participants ont salué l'initiative du Gouvernement du Niger et de ses partenaires de convoquer une réunion des pays contributeurs de troupes à la MINUSMA, le 5 novembre 2014, à Niamey, au Niger, afin de trouver les voies et moyens pour permettre à la MINUSMA de faire face à ces défis et ont encouragé toutes les parties prenantes à déployer les efforts nécessaires pour la mise en œuvre des recommandations de cette importante réunion.
9. Les participants ont exprimé leur profonde préoccupation face à la persistance de la menace du terrorisme et d'autres formes de criminalité dans la région sahélo-saharienne, comme en témoignent notamment les incidents récurrents dans le Nord du Mali et au Niger ainsi que les attaques que le groupe terroriste Boko Haram continue de commettre au Nigeria et au Cameroun. Ils ont également noté avec préoccupation la situation politique et sécuritaire difficile qui prévaut en Libye, soulignant en particulier les risques de déstabilisation qu'elle

représente pour toute la région. Ils ont lancé un appel à l'ensemble des parties prenantes libyennes pour privilégier la voie du dialogue et les principes de tolérance afin de promouvoir une solution politique à la crise dans le respect de l'unité et de l'intégrité territoriale du pays. Ils ont appelé les pays de la région et la communauté internationale dans son ensemble de se mobiliser afin d'aider la Libye à relever les défis auxquels elle est confrontée. Ils ont exprimé leur soutien aux efforts de l'Envoyé spécial de l'ONU pour la Libye, Monsieur Bernardino Léon et des pays voisins, notamment l'Algérie, le Tchad et la Tunisie, pour réunir les conditions d'un dialogue entre toutes les parties libyennes, à l'exclusion des groupes terroristes reconnus en tant que tels.

10. Les participants ont condamné fermement le terrorisme sous toutes ses formes et ses manifestations et ont affirmé que l'Islam, en tant que religion de paix, de modération et de tolérance, ne devrait d'aucune manière être lié aux mouvements terroristes et à leurs actes criminels qui représentent une menace réelle pour la paix et la sécurité dans la région et dans le monde.
11. Les participants ont pris note de la démission, le 31 octobre 2014, de M. Blaise COMPAORÉ, de son poste de Chef d'État du Burkina Faso. Ils ont exprimé leur solidarité avec le peuple burkinabè, reconnaissant son aspiration profonde à de meilleurs systèmes de gouvernance, basés sur la démocratie, l'État de droit et le respect de la Constitution. Ils ont salué le sens de responsabilité de l'opposition, des leaders religieux et coutumiers, des composantes de la société civile et de l'armée à préserver la paix et la stabilité du Burkina Faso. Ils ont marqué leur accord avec les communiqués du Conseil de paix et de sécurité de l'UA, à l'issue de ses 465<sup>e</sup> et 468<sup>e</sup> réunions des 3 et 18 novembre 2014, ainsi qu'avec les conclusions de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement de la CEDEAO, tenue à Accra, au Ghana, le 6 novembre 2014, appelant les parties prenantes burkinabè, y compris l'armée, à conjuguer leurs efforts pour une sortie rapide de la crise actuelle, à travers un processus de transition inclusif dirigé par un civil, dans le respect de la légalité et de l'esprit de la Constitution. Ils ont, à cet effet, félicité la CEDEAO, l'UA et l'ONU pour leurs efforts inlassables et opportuns, à travers une médiation tripartite, en vue d'aider les parties prenantes burkinabè à aboutir à une résolution rapide de la crise, et se sont réjouis de l'adoption consensuelle de la Charte de la transition et la nomination de son Président, Son Excellence Monsieur Michel KAFANDO.
12. Les participants ont exprimé leurs vives préoccupations face à la propagation de la maladie à virus Ebola, qui menace toute l'Afrique de l'Ouest et le Sahel. Ils ont invité les États de la région et leurs partenaires à renforcer et coordonner leurs efforts en vue d'endiguer et d'éradiquer cette épidémie et de gérer ses conséquences sanitaires, humaines, sociales et économiques.
13. Les participants se sont félicités de la grande mobilisation de la communauté internationale et de ses bonnes intentions pour les pays et les populations de la région sahélo-saharienne et ont réitéré leur engagement à promouvoir la coopération et la coordination au niveau de l'ensemble des États de la région et la mise en cohérence des différentes stratégies et initiatives des organisations régionales et internationales, y compris celles des institutions financières, dans l'optique de leur mise en œuvre efficace et cohérente. A cet égard, ils ont

remercié tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux qui ont déjà concrétisé leurs engagements de soutien financier ou matériels pour les pays et populations du Sahel et ont invité tous les autres à bien vouloir matérialiser leurs engagements dans les meilleurs délais.

14. Les participants se sont félicités des avancées enregistrées dans la mise en œuvre de la Feuille de route de la présidence malienne et ont salué le Secrétariat technique pour ses efforts dans l'accomplissement de son mandat et la réalisation de ses activités, telles qu'instruites par la Plateforme ministérielle.
15. Les participants ont notamment apprécié le travail de cartographie des stratégies Sahel réalisé par le Secrétariat, avec le concours technique de trois centres de recherche, l'Institut africain de la gouvernance (IAG), l'Institut d'études de sécurité (ISS), et le Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM), dont ils ont salué la contribution, et ont encouragé le Secrétariat à approfondir ce travail de cartographie. Les participants ont adopté les termes de référence de la Plateforme ministérielle et ceux des Groupes thématiques, préparés par le Secrétariat technique. Ils ont aussi entériné le Rapport d'activités du Secrétariat technique, y compris le projet de termes de référence de son Bureau physique, et ont invité les différents pays et institutions concernés à s'investir pour la mise en œuvre effective des Groupes thématiques et du Bureau physique avant la prochaine réunion de la Plateforme. Ils ont exprimé leur profonde gratitude au Gouvernement de la République du Mali pour les locaux et les équipements qu'il s'est engagé à mettre à la disposition du Secrétariat technique au compte du Bureau physique.
16. Les participants ont appelé le Secrétariat technique à approfondir les analyses relatives aux questions de développement et, en particulier, les questions liées aux couches les plus défavorisées des populations du Sahel.
17. Les participants ont salué les avancées significatives réalisées dans la finalisation et la mise en œuvre des stratégies des différentes organisations partenaires et les ont encouragés à poursuivre ces efforts.
18. Les participants ont réitéré la nécessité pour les partenaires internationaux du Sahel d'appuyer les stratégies, initiatives et programmes mis en œuvre par les États de la région eux-mêmes et ont souligné l'importance de l'appropriation nationale et la dimension régionale de toutes les initiatives en faveur du Sahel. A ce titre, ils ont salué la participation du G5 Sahel à la Plateforme ministérielle, à travers la présence de son Secrétaire permanent à la présente réunion. Ils ont salué l'engagement du G5 Sahel à renforcer ses liens avec la Plateforme ministérielle et l'ont invité à faire partie de la Plateforme et du Secrétariat technique.
19. Les participants ont exprimé leur profonde gratitude aux autorités et au peuple du Mali pour l'accueil chaleureux réservé à toutes les délégations et les facilités mises à leur disposition, qui ont permis l'organisation et la réussite de la présente réunion. Ils ont convenu de se réunir à nouveau dans six mois, sous la présidence de la République du Mali qui communiquera une date après consultations.